



Patrimoine public

## L'évolution toujours inquiétante du bilan des administrations publiques

Elles s'endettent de plus en plus sans investir plus, en se contentant de voir les prix de leurs actifs immobiliers monter



*Mécomptes publics, François Ecalte*

Les administrations publiques françaises (État, collectivités locales et sécurité sociale) sont très endettées mais elles détiennent, en contrepartie de leurs dettes, des actifs physiques et financiers qui doivent être pris en compte pour analyser la soutenabilité des finances publiques. L'endettement public peut en effet être justifié quand il permet d'accroître les

actifs publics. Les comptes nationaux publiés par l'Insee permettent cette analyse en faisant apparaître le bilan des actifs et passifs de ces administrations à la fin de 2020.

■ "L'endettement public peut en effet être justifié quand il permet d'accroître les actifs publics"

Leurs passifs en comptabilité nationale ne sont pas consolidés et sont exprimés en valeur de marché (le prix auquel ils sont échangés) alors que la dette publique au sens du traité de Maastricht est consolidée, est exprimée en valeur faciale (la valeur de remboursement) et exclut certains de ces passifs comme les charges dues en fin d'année mais restant à payer.

La valeur de ces passifs fin 2020 (3 766 Mds€, soit 164 % du PIB) est, pour ces raisons, supérieure à celle de la dette au sens du traité de Maastricht (115 % du PIB) et, sans surprise, elle a fortement augmenté par rapport à fin 2019 (+ 454 Mds€).

### Valeur des actifs en hausse en 2020

Le plus étonnant est que la valeur des actifs (3 955 Mds€ soit 172 % du PIB fin 2020) s'est accrue en même temps de 328 Mds€, si bien que la valeur nette du patrimoine des administrations publiques (actifs - passifs) s'est dégradée de "seulement" 126 Mds€, passant de 13 à 8 % du PIB. Il faut donc voir de plus près d'où vient cette hausse des actifs publics.

Elle tient pour 105 Mds€ à une augmentation des liquidités détenues par les administrations. Celles-ci ont en effet emprunté plus que nécessaire pour profiter de la faiblesse des taux d'intérêt mais aussi parce que le ministère des finances a surestimé le déficit public de 2020 à l'automne dernier. C'est une bonne nouvelle, car ces liquidités permettent de moins emprunter cette année, de même que la hausse des impôts et cotisations en attente de recouvrement (+ 55 Mds€), car une large part devrait être recouvrée.

La hausse des actifs publics résulte pour 127 Mds€ d'une revalorisation par l'Insee des terrains des administrations (surtout des collectivités locales) en raison de la hausse des prix de l'immobilier, qui tient elle-même à la faiblesse des taux d'intérêt résultant de la politique monétaire. C'est une moins bonne nouvelle car les administrations publiques sont à la merci d'un retournement du marché immobilier.

■ "La hausse des actifs publics résulte pour 127 Mds€ d'une revalorisation par l'Insee des terrains des administrations. C'est une moins bonne nouvelle car les administrations publiques sont à la merci d'un retournement du marché immobilier"

La valeur nette du patrimoine des administrations publiques est passée de 28 % du PIB en 1995 à 58 % en 2007, surtout du fait de la revalorisation des terrains, puis est tombée à 8 % du PIB en 2020, surtout en raison de leur endettement croissant. La valeur des actifs productifs n'ayant pas augmenté sur ces 25 années, cette évolution est inquiétante : nous nous endettons de plus en plus sans investir plus et en nous contentant de voir les prix de l'immobilier monter.

Le site [www.fipeco.fr](http://www.fipeco.fr) développe les analyses de François Ecalle.